

Art. 2. Om van een tegemoetkoming te kunnen genieten, moet de zieke een aanvraag indienen bij de Gemeenschapsminister bevoegd voor het gezondheidsbeleid.

Deze aanvraag dient vergezeld te zijn van een gemotiveerd verslag vanwege de behandelend geneesheer waaruit blijkt dat de betrokken persoon werkelijk bedoelde levensreddende behandeling dient te ondergaan.

Art. 3. De aanvraag en het verslag moeten voor advies voorgelegd worden aan twee universiteitsprofessoren of geneesheren, speciaal bevoegd inzake de aandoening die bedoelde levensreddende behandeling vergt.

Art. 4. De Gemeenschapsminister bevoegd voor het gezondheidsbeleid doet een onderzoek instellen waaruit moet blijken of de bijzondere toestand van de betrokkene een tegemoetkoming van de Vlaamse Gemeenschap rechtvaardigt.

Art. 5. De in het besluit bedoelde tegemoetkomingen zijn geldig voor de prestaties uitgevoerd vanaf 1 januari 1985.

Art. 6. De Gemeenschapsminister van Gezondheidsbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 juli 1985.

De Voorzitter,
G. GEENS

De Gemeenschapsminister van Gezondheidsbeleid,
R. DE WULF

TRADUCTION

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

F. 85 — 2005

17 JUILLET 1985. — Arrêté de l'Exécutif flamand fixant les conditions d'intervention de la Communauté flamande dans les frais de traitements salvateurs, notamment la transplantation de moelle osseuse chez des leucémiques

L'Exécutif flamand,

Vu l'article 59 bis de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1, I;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 18 janvier 1982 fixant les compétences des membres de l'Exécutif flamand;

Vu l'arrêté de l'Exécutif flamand du 28 janvier 1982 portant organisation de la délégation des compétences de décisions aux membres de l'Exécutif flamand;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, premier paragraphe, tel que modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Considérant qu'il est urgent de faire bénéficier les personnes disposant de ressources financières insuffisantes, grâce à une intervention de la Communauté flamande, de traitements salvateurs non remboursés par l'Institut national de maladie-invalidité, notamment la transplantation de moelle osseuse chez des patients leucémiques, pratiquée uniquement à l'étranger.

Vu l'avis de l'Inspection des Finances en date du 7 juin 1985;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif flamand donné le 4 juillet 1985;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1er. Le Ministre communautaire qui a la politique de santé dans ses attributions peut, dans les limites des crédits inscrits au budget de la Communauté flamande et dans les conditions fixées

ci-après, accorder une intervention dans les frais de traitements salvateurs, notamment des transplantations de moelle osseuse chez des leucémiques, dans lesquels la Sécurité sociale n'intervient pas ou insuffisamment.

Art. 2. Afin de pouvoir bénéficier de cette aide, le patient adressera une demande au Ministre communautaire qui a la politique de santé dans ses attributions.

La demande sera accompagnée d'un rapport motivé établi par le médecin traitant attestant que la personne en question devrait effectivement subir ce traitement salvateur.

Art. 3. La demande et le rapport seront transmis pour avis à deux professeurs d'université ou médecins spécialisés dans cette affection qui nécessite le traitement salvateur susvisé.

Art. 4. Le Ministre communautaire qui a la Politique de santé dans ses attributions fait vérifier si la situation particulière de l'intéressé justifie une intervention de la part de la Communauté flamande.

Art. 5. Les interventions visées au présent arrêté s'appliquent aux prestations effectuées à partir du 1er janvier 1985.

Art. 6. Le Ministre communautaire de la Politique de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 juillet 1985.

Le Président,
G. GEENS

Le Ministre communautaire de la Politique de Santé,
R. DE WULF

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 85 — 2006

10 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif fixant les modalités d'octroi d'indemnités pour le transport de personnes bénéficiaires placées en régime de semi-internat à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour personnes handicapées

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 5, § 1er, II, 4°;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, notamment l'article 3, § 2;

Vu l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 décembre 1983 déterminant les règles à suivre pour l'agrément, l'organisation et le fonctionnement des institutions destinées à accueillir des personnes handicapées placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, ainsi que pour la subvention des frais d'hébergement, d'entretien, d'éducation et de traitement des bénéficiaires dudit fonds, notamment l'article 28;

Vu l'accord du Président de l'Exécutif chargé du budget;

Vu l'avis de la Commission de Programmation et de Consultation;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, tel que modifié par l'article 18 de la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Considérant qu'il y a lieu de fixer, de toute urgence, les mesures d'exécution appropriées de l'article 28, 4e alinéa in fine de l'arrêté de l'Exécutif du 22 décembre 1983 et de rembourser aux institutions concernées, sans autre retard, les sommes avancées par elles pour le transport de personnes handicapées afin de ne pas compromettre davantage leur viabilité;

Sur proposition de Monsieur Philippe Monfils, Ministre des Affaires sociales, et vu la délibération de l'Exécutif du 26 août 1985,

Arrêtons :

Article 1er. Pour autant que les institutions organisent un ramassage collectif, les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés placés en centre de jour ou en semi-internat pour handicapés non scolarisés, pour se rendre de leur résidence à l'institution et inversement, sont pris en considération pour la fixation du prix de journée sur base de pièces justificatives et selon les modalités suivantes :

a) pour l'année 1984 : l'indemnité pour frais de transport s'élève au montant correspondant à la moyenne, par journée de présence en institution, des dépenses admissibles constatées au cours de la période de référence pour l'ensemble des personnes accueillies en institution, et multipliée par le nombre de journées de présence des bénéficiaires du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés en 1984;

b) à partir du 1er janvier 1985 : l'indemnité pour frais de transport s'élève à 100,— francs maximum par journée d'entretien à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Cette somme est liquidée avec les frais de fonctionnement fixés au Chapitre II, section 2 de l'annexe de l'arrêté de l'Exécutif du 22 décembre 1983 déterminant les règles à suivre pour l'agrément, l'organisation et le fonctionnement des institutions destinées à accueillir des personnes handicapées placées à charge du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, ainsi que pour la subvention des frais d'hébergement, d'entretien, d'éducation et de traitement des bénéficiaires dudit fonds.

Art. 2. Les frais de transport occasionnés par les bénéficiaires du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés placés en semi-internat pour handicapés scolarisés ou momentanément non scolarisés, pour se rendre de leur résidence à l'institution et inversement, sont pris en considération pour la fixation du prix de journée, sur base de pièces justificatives, à concurrence d'un montant de 160,— francs maximum par journée au cours de laquelle un ramassage collectif est organisé par l'institution.

Pour les enfants scolarisés, l'octroi d'une indemnité pour frais de transport est limité aux journées passées à l'institution durant les congés et les vacances scolaires.

Art. 3. La période de référence visée à l'article 1er, a) du présent arrêté est fixée conformément aux articles 51 et 52 de l'arrêté de l'Exécutif du 22 décembre 1983 susvisé.

Toutefois, pour les institutions agréées après le 31 décembre 1982, la période prise en considération coïncide avec la période ou l'année d'attribution.

Art. 4. Le choix du mode de transport et les conditions dans lesquelles celui-ci s'effectue incombent au responsable de l'institution, sans préjudice du respect des dispositions générales relatives au transport de personnes.

La durée du transport est limitée à une heure maximum, tant à l'aller qu'au retour.

Art. 5. La loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation, des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs ainsi que les obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, modifiée par l'arrêté royal n° 11 du 26 février 1982 portant certaines modifications temporaires aux règles relatives à la liaison des salaires et des rémunérations à l'indice des prix à la consommation dans le Royaume et par l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des rémunérations, est applicable aux montants figurant aux articles 1b) et 2 du présent arrêté.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 septembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
Ph. MOUREAUX

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. MONFILS

—
VERTALING

—
FRANSE GEMEENSCHAP

N. 85 — 2006

10 SEPTEMBER 1985. — Besluit van de Executieve tot vaststelling van de nadere regels voor de toekenning van vergoedingen voor het vervoer van begunstigde personen die onder het stelsel van het semi-internaat geplaatst zijn ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten

—
Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II, 4°;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 81 van 10 november 1967 tot instelling van een Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, inzonderheid op artikel 3, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 3 februari 1982 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 22 december 1983 tot bepaling van de regels die nageleefd dienen te worden voor de erkenning, de organisatie en de werking van de instellingen bestemd voor het opnemen van gehandicapten die geplaatst zijn ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, alsmede voor de subsidiëring van de huisvestings-, onderhouds-, opvoedings- en behandelingskosten van de begunstigten van genoemd Fonds, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het akkoord van de Voorzitter van de Executieve, belast met de begroting;

Gelet op het advies van de Programmatie- en Adviescommissie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, zoals gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Overwegende dat de gepaste maatregelen voor de uitvoering van artikel 28, lid 4 in fine, van het besluit van de Executieve van 22 december 1983 dringend vastgesteld dienen te worden, en dat aan de betrokken instellingen zonder verwijl de bedragen terugbetaald dienen te worden die door die instellingen voorgeschoten werden voor het vervoer van gehandicapte personen, om hun levensvatbaarheid niet meer in het gedrang te brengen;

Op de voordracht van de heer Philippe Monfils, Minister van Sociale Zaken, en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 26 augustus 1985,

Besluiten :

Artikel 1. Voor zover de instellingen een ophaaldienst organiseren, worden de reiskosten van de begunstigten van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten die geplaatst zijn onder het stelsel van het dagcentrum of van het semi-internaat voor niet-schoolgaande gehandicapten, om zich te begeven van hun verblijfplaats naar de instelling en omgekeerd, in aanmerking genomen voor de vaststelling van de dagprijs op grond van bewijsstukken en volgens de volgende regels :

a) voor het jaar 1984 : de vergoeding voor de reiskosten is gelijk aan het bedrag dat overeenstemt met het gemiddelde, voor elke dag van aanwezigheid in een instelling, van de toelaatbare uitgaven die vastgesteld worden tijdens de referentieperiode voor het geheel van de in een instelling opgenomen personen, vermenigvuldigd met het aantal aanwezigheidsdagen van de begunstigten van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten in 1984;

b) vanaf 1 januari 1985 : de vergoeding voor de reiskosten bedraagt maximaal 100 frank voor elke onderhoudsdag ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten.

Dit bedrag wordt uitbetaald met de werkingskosten bepaald in Hoofdstuk II, afdeling 2 van de bijlage van de Executieve van 22 december 1983 tot bepaling van de regels die nageleefd dienen te worden voor de erkenning, de organisatie en de werking van de instellingen bestemd voor het opnemen van gehandicapten die geplaatst zijn ten laste van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, alsmede voor de subsidiëring van de huisvestings-, onderhouds-, opvoedings- en behandelingskosten van de begunstigten van genoemd Fonds.

Art. 2. De reiskosten van de begunstigten van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten die geplaatst zijn onder het stelsel van het semi-internaat voor schoolgaande of momenteel niet-schoolgaande gehandicapten, om zich te begeven van hun verblijfplaats naar de instelling en omgekeerd, worden in aanmerking genomen voor de vaststelling van de dagprijs, op grond van bewijsstukken, voor een maximaal bedrag van 160 frank voor elke dag waarop een ophaaldienst door de instelling georganiseerd wordt.

Voor de schoolgaande kinderen wordt de toekenning van een vergoeding voor reiskosten beperkt tot de dagen die doorgebracht worden in de instelling tijdens de verlofdagen en de schoolvakantie.

Art. 3. De referentieperiode bedoeld bij artikel 1, a) van dit besluit, wordt vastgesteld overeenkomstig de artikelen 51 en 52 van het bovenvermelde besluit van de Executieve van 22 december 1983.

Voor de na 31 december 1982 erkende instellingen valt de in aanmerking genomen periode evenwel samen met de toekenningsperiode op het toekenningsjaar.

Art. 4. De keuze van de vervoerwijze en de voorwaarden waaronder dit vervoer geschiedt, worden bepaald door de verantwoordelijke van de instelling, onverminderd de algemene bepalingen betreffende het vervoer van personen.

De duur van het vervoer wordt tot maximaal één uur beperkt, zowel voor de heenreis als voor de terugreis.

Art. 5. De wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 11 van 26 februari 1982 houdende bepaalde tijdelijke wijzigingen in de regeling inzake de koppeling van de lonen en bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk en bij het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging, is toepasselijk op de bedragen die in de artikelen 1, b) en 2 van dit besluit voorkomen.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 10 september 1985.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :
De Minister-Voorzitter,

Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONTILS